

CHAIRE de coopération
Guy-Bernier

ESG UQÀM



VIE QUOTIDIENNE ET
PARTICIPATION AUX
ASSOCIATIONS : COOPÉRATIVES,
ORGANISME À BUT LUCRATIF,
ONG ET SYNDICAT

PAR

Yvan Comeau

No 0994-063

La Chaire de coopération Guy-Bernier de l'Université du Québec à Montréal a été fondée en 1987 grâce à une contribution financière de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, contribution qui a été renouvelée en 1992 et 1995 et de la Fondation UQAM.

La mission de la Chaire consiste à susciter et à promouvoir la réflexion et l'échange sur la problématique coopérative dans une société soumise à des modifications diverses et parfois profondes de l'environnement économique, social et démographique. La réflexion porte autant sur les valeurs, les principes, le discours que sur les pratiques coopératives. Les véhicules utilisés par la Chaire de coopération Guy-Bernier pour s'acquitter de sa mission, sont: la recherche, la formation, la diffusion et l'intervention conseil auprès des coopérateurs et coopératrices des divers secteurs.

Au plan de la recherche, les thèmes généraux, jusqu'à présent privilégiés, portent sur -les valeurs coopératives, et le changement social -les rapports organisationnels et la coopération -les aspects particuliers de la croissance des caisses populaires -les coopératives dans les pays en voie de développement. Une attention particulière est portée depuis quelques années au secteur du travail, à celui des services sociosanitaires ainsi qu'au micro-crédit et tout récemment au commerce équitable et à l'évaluation des entreprises n'ayant pas le profit comme objectif.

Au plan de la formation, l'action s'effectue dans deux directions : - au niveau universitaire, par l'élaboration de cours spécifiques sur la coopération et par l'attribution de bourses pour la rédaction de mémoires et de thèses ayant un thème coopératif; tout récemment, la Chaire a formé un partenariat avec la Chaire Seagram sur les organismes à but non lucratif et le département d'organisation et ressources humaines de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM pour démarrer, en septembre 2000, un programme de MBA pour cadres spécialisé en entreprises collectives - au niveau du terrain, en répondant à des demandes du milieu pour l'élaboration de matériel didactique et de programmes de formation spécifique.

Les résultats des travaux de recherche sont diffusés dans des cahiers de recherche qui parfois, sont des publications conjointes avec des partenaires. La Chaire organise aussi des colloques, séminaires et conférences.

L'activité d'intervention-conseil prend des formes variées : conférences, session d'information, démarche d'accompagnement en diagnostic organisationnel, en planification stratégique.

La Chaire entretient des activités au plan international en offrant des services de formation, d'organisation et de supervision de stages, de développement et d'évaluation de projet sur une base ponctuelle et institutionnelle, notamment auprès des pays de l'Afrique francophone. La Chaire a ainsi développé une collaboration privilégiée avec l'Université internationale de langue française au service du développement africain, l'Université Senghor. Des missions d'études et d'échanges sont aussi menées régulièrement dans d'autres pays : en Guinée, au Brésil, au Viêt-Nam, en Haïti et dans divers pays d'Europe surtout en France, Italie, Espagne et Belgique.

Chaire de coopération Guy-Bernier Mauro-F. Malservisi, titulaire Université du Québec à Montréal C. P. 8888, succ. « Centre-Ville » Montréal, Québec, H3C 3P8	Téléphone : 514-987-8566 Télécopieur : 514-987-8564 Adresse électronique : chaire.coop@uqam.ca Site : http://www.chaire-ccgb.uqam.ca/
---	---

Résumé

Cet cahier présente une recherche portant sur les facteurs favorables à la participation des personnes dans diverses organisations: une coopérative de consommation (club alimentaire), une coopérative de travail, un organisme à but non lucratif (regroupement de sans emploi), une organisation non gouvernementale (ONG) vouée à la solidarité internationale et un syndicat de travailleuses dans un magasin à rayons. Cette enquête s'appuie sur les récits de vie associative de 27 personnes et elle s'inspire d'une sociologie critique de la vie quotidienne. Celle-ci complète les théories portant sur la participation aux associations, c'est-à-dire les théories de la privation, de la société de masse et de la mobilisation des ressources. Six concepts regroupent les processus névralgiques de la participation aux associations communautaires: la démocratie, la sociabilité, la cohésion idéologique, le sens collectif à la solidarité, l'information et la vie quotidienne.

Table des matières

Introduction	1
Les théories de la participation aux associations.....	1
La théorie de la privation.....	1
La théorie de la société de masse.....	2
La théorie de la mobilisation des ressources.....	3
L'approche critique de la vie quotidienne.....	4
Éléments de méthodologie	5
Les formes de participation.....	7
L'adhésion des membres.....	8
L'acceptation d'un poste électif.....	10
Six concepts explicatifs de la participation aux associations.....	12
Conclusion.....	14
Bibliographie.....	16

Introduction

L'étude de la participation a bénéficié d'un grand nombre de recherches, tant en Amérique qu'en Europe. Ce champ de la recherche empirique ouvert au début des années 1920 par F. Stuart Chapin s'est intéressé aux associations volontaires, aux coopératives, aux syndicats et aux entreprises (Labelle, 1973). De nombreux ouvrages et articles ont été produits sur la participation; une synthèse de toutes ces contributions justifierait à elle seule un document sur le sujet. Tel que convenu précédemment, nous nous limiterons au domaine de la participation aux associations.

De façon générale, on pourrait définir la participation aux associations comme étant une activité sociale et organisationnelle, favorisée par un ensemble complexe de phénomènes, permettant aux acteurs sociaux de se joindre à des actions collectives et de les soutenir. La notion de participation recouvre à la fois les attitudes favorables à l'action d'un groupe ou d'une organisation, et les activités qui traduisent concrètement ces sentiments positifs. Le caractère général de cette première définition ne doit pas faire oublier qu'il existe différentes théories quant à ce qui constitue l'essentiel de ce phénomène.

Les théories de la participation aux associations

Trois théories cherchent à expliquer la participation aux associations (Jenkins, 1983): la théorie de la privation, la théorie de la société de masse et la théorie de la mobilisation des ressources.

La théorie de la privation

La théorie de la privation originerait d'Aristote, d'après Piven et Cloward (1977). Le philosophe grec croyait que la cause ultime d'un mouvement populaire est l'inégalité, c'est-à-dire que les pauvres se rebellent pour obtenir l'égalité. Préférant l'expression "théorie du conflit" pour

qualifier cette approche, Piven et Cloward associent aussi Marx et même DeTocqueville à ce courant. Pour eux, des changements économiques importants surviennent d'abord et, lorsque les gens reçoivent moins que ce qu'ils attendaient, ils éprouvent frustration et colère.

Ted Robert Gurr (1971) est sans doute celui qui a le mieux situé la privation dans le processus de mobilisation. Les manifestations collectives de changement, en particulier les révolutions et les insurrections sont, d'après Gurr, précédées par le mécontentement de la population, dans un contexte où la communauté traditionnelle disparaît et le gouvernement démontre une incapacité à maintenir l'ordre social. Plus le mécontentement est intense et répandu, plus les tâches de mobilisation seraient facilitées; les groupes particulièrement désavantagés offriraient un grand potentiel de mobilisation. Lorsque ces groupes sont en contact avec des classes sociales privilégiées et que les chances d'améliorer leur sort paraissent minces, la privation, même relative, justifierait l'action collective.

Theda Skocpol (1985) croit que l'approche de Gurr est, malgré ses nuances, psychologisante. Pour Piven et Cloward, en plus de l'intensité de la privation, il doit exister des conditions particulières et exceptionnelles pour que des personnes s'associent et cherchent à faire valoir leurs intérêts. En effet, il apparaît que les inégalités sont pratiquement constantes dans l'histoire, alors que les actions collectives radicales auxquelles s'intéresse Gurr semblent plutôt exceptionnelles.

La théorie de la société de masse

De son côté, la théorie de la société de masse insiste sur l'accroissement de l'anomie, concept introduit par Émile Durkheim pour désigner ce phénomène social, lorsque les comportements ne sont plus guidés par des règles claires et contraignantes. Il s'agit, d'après Durkheim, d'une conséquence du passage d'une société à solidarité mécanique (division du travail peu poussée, droit répressif et solidarité résultant de la ressemblance entre les individus) à une autre, à solidarité organique (division du travail poussée, droit coopératif et solidarité provenant de la complémentarité). Les chercheurs qui s'inspirent de la théorie de la société de

masse pour expliquer la participation se réfèrent à William Kornhauser (1965). Pour lui, la société de masse est une situation où les individus sont liés entre eux par une autorité commune, l'État, et non par une variété de groupes indépendants. Les individus sont atomisés, ce qui engendre des sentiments d'aliénation et d'anxiété, et conséquemment, prédispose à des actions pour échapper à ces tensions.

On pourrait exprimer autrement l'essentiel de la théorie de la société de masse: la participation aux associations provient d'une désorganisation des communautés et des groupements traditionnels, qu'ont entraîné l'industrialisation et l'urbanisation. Ainsi, les associations permettraient de recréer une communauté, entre l'individu atomisé et la société. En matière de recherche empirique, on cherche à démontrer, par exemple, que les personnes qui participent aux associations éprouvent moins que les autres le sentiment d'aliénation, c'est-à-dire le désespoir, la confusion concernant le fonctionnement de la société, la confiance envers le pouvoir et la croyance dans la réceptivité des gouvernements (Braun, 1976).

La théorie de la mobilisation des ressources

La théorie de la mobilisation des ressources a été inspirée par l'économiste Mancur Olson dans son ouvrage *The Logic of Collective Action*, publié pour la première fois en 1965. Cette théorie, qui se concentre sur les processus de formation de l'action collective et de son développement, apparaît aux États-Unis dans un contexte de forte mobilisation sociale, mettant en scène les mouvements étudiant, de contestation contre la guerre au Vietnam et pour les droits civiques des Afro-américains (Lapeyronne, 1988). Pour Olson, même réunies en association, les personnes cherchent avant tout à satisfaire leur intérêt personnel et non l'intérêt commun, à moins d'y être forcés ou d'appartenir à un groupe restreint. Olson admet que les motivations idéologiques existent, mais il estime que ce comportement est rarement à la source de sacrifice considérable. On pressent déjà les affinités de cette théorie avec l'individualisme méthodologique qui cherche à expliquer les phénomènes sociaux par l'aggrégation des motivations individuelles sans la constitution d'un sujet collectif (Boudon, 1986: 46).

D'autres auteurs ont contribué à développer et nuancer la théorie de la mobilisation des ressources. D'après Zald et Ash (1966), les propositions de base de cette théorie sont les suivantes. L'amorce d'une action collective suppose la réunion et l'investissement de ressources par un acteur social ou politique. La participation aux mouvements sociaux est ramenée aux comportements de consommation. Les leaders sont des "entrepreneurs idéologiques" qui cherchent à convaincre les citoyens de l'avantage du calcul coûts - bénéfices de l'action. Les acteurs cherchent des bénéfices matériels et non matériels (statut, relations, etc.). Pour Jenkins (1983), il convient de parler du phénomène de la participation en termes de mobilisation, c'est-à-dire un processus par lequel un groupe exerce le contrôle sur les ressources nécessaires pour l'action. Il insiste pour limiter la théorie aux actions rationnelles qui poursuivent des buts déterminés, ce qui autorise une évaluation en termes de bénéfices. La mobilisation est donc une action rationnelle et son succès est largement déterminé par des facteurs stratégiques.

Plusieurs critiques ont été adressées à la théorie de mobilisation des ressources. En ne recourant qu'à un principe général, l'utilitarisme, elle ne tient pas compte d'un effet de temporalité: en quoi les fondateurs, par exemple, seraient-ils assurés de bénéficier de l'action collective? On lui reproche également de négliger les éléments du contexte social, qui semble pouvoir influencer la participation (Abowitz, 1990). Aussi, en cherchant à combler les lacunes de la théorie de la privation, la théorie de la mobilisation des ressources aurait pratiquement abandonné l'étude de la nature des doléances des acteurs (Cornfield et alii, 1990: 135-136). Enfin, comme le reconnaît Jenkins lui-même (1983: 530), cette théorie a du mal à tenir compte de la perspective des acteurs et ainsi faire les liens interactifs entre les individus et la société.

L'approche critique de la vie quotidienne

Sans vouloir négliger l'apport de ces théories, notre perspective théorique veut combler leurs limites et tenir compte de la complexité du phénomène de la participation aux associations. Notre recherche s'inspire d'une sociologie critique de la vie quotidienne et permet de situer la vie associative dans la vie quotidienne des sujets. Sans mettre de côté les acquis conceptuels des différentes théories, la sociologie critique de la vie quotidienne se caractérise essentiellement par

sa manière d'aborder les phénomènes sociaux. Elle consiste en un découpage privilégié du social où le sujet est mis au premier plan. Aussi, elle désire prendre l'humain dans sa totalité et sa continuité dans l'espace et le temps; elle veut aussi couvrir le lien entre la vie privée (sphère relative au logement, à la famille et aux personnes significatives) et la vie publique (sphère relative aux activités dans les grandes organisations économiques, politiques et culturelles) (Comeau, 1987).

Éléments de méthodologie

Pour connaître les incitatifs à la participation dans les associations communautaires et leur limites, nous avons réalisé une recherche. La méthode utilisée est dite "grounded theory" (construction empirique de la théorie) (Glaser et Strauss, 1970) et se base sur l'analyse de récits de vie associative de 27 membres d'associations de la région des Bois-Francs (Comeau, 1990). L'échantillon de la population à l'étude a été déterminé selon le procédé de saturation, c'est-à-dire une série d'étapes d'analyse menées simultanément avec la collecte des données, permettant de déterminer le moment où l'ajout de nouveaux récits de vie ne change pas de manière significative la théorie empirique qui se construit.

Les personnes qui nous ont raconté l'histoire de leur vie associative sont membres soit d'une coopérative alimentaire (7 personnes), d'une association de sans emploi (4 personnes), d'un syndicat en grève (8 personnes), d'une coopérative de travail (4 personnes) ou d'un organisme de solidarité internationale (4 personnes). Nous avons rencontré 17 femmes et 10 hommes dont l'âge varie de 20 à 73 ans (tableau 1). La composition du ménage (tableau 2) et la scolarité des personnes interviewées (tableau 3) varient grandement d'un individu à l'autre.

Tableau 1
 Âge et sexe des sujets de la recherche

Âge	Sexe		TOTAL
	Femme	Homme	
20 à 29	4	2	6
30 à 39	5	2	7
40 à 49	7	2	9
50 à 59	1	2	3
60 à 69	0	0	0
70 et plus	0	2	2
TOTAL	17	10	27

Tableau 2
 Composition du ménage des sujets de la recherche

Sujet vivant avec...	Nombre
Conjoint-e seulement	7
Conjoint-e et 1 enfant	5
Conjoint-e et 2 enfants	5
Conjoint-e et 3 enfants	3
Conjoint-e et 4 enfants	1
Autre adulte	3
Un enfant seulement	1
Seul-e	2
TOTAL	27

Tableau 3
Scolarité des sujets de la recherche

Niveau de scolarité complété	Nombre
Aucun	2
Primaire	10
Secondaire	4
Collégial	4
Universitaire	7
TOTAL	27

Les formes de participation

Les résultats de notre analyse montre qu'il existe différentes formes de participation aux associations. La fondation, l'adhésion, l'élection à un poste de responsabilité et la réalisation des tâches se situent à des moments différents de l'histoire de l'association et de l'engagement des personnes. On se rappelle qu'Albert Meister (1974: 47 à 50) distinguait, dans ses propres recherches, la prise de responsabilités, l'appartenance aux groupements et l'utilisation des services.

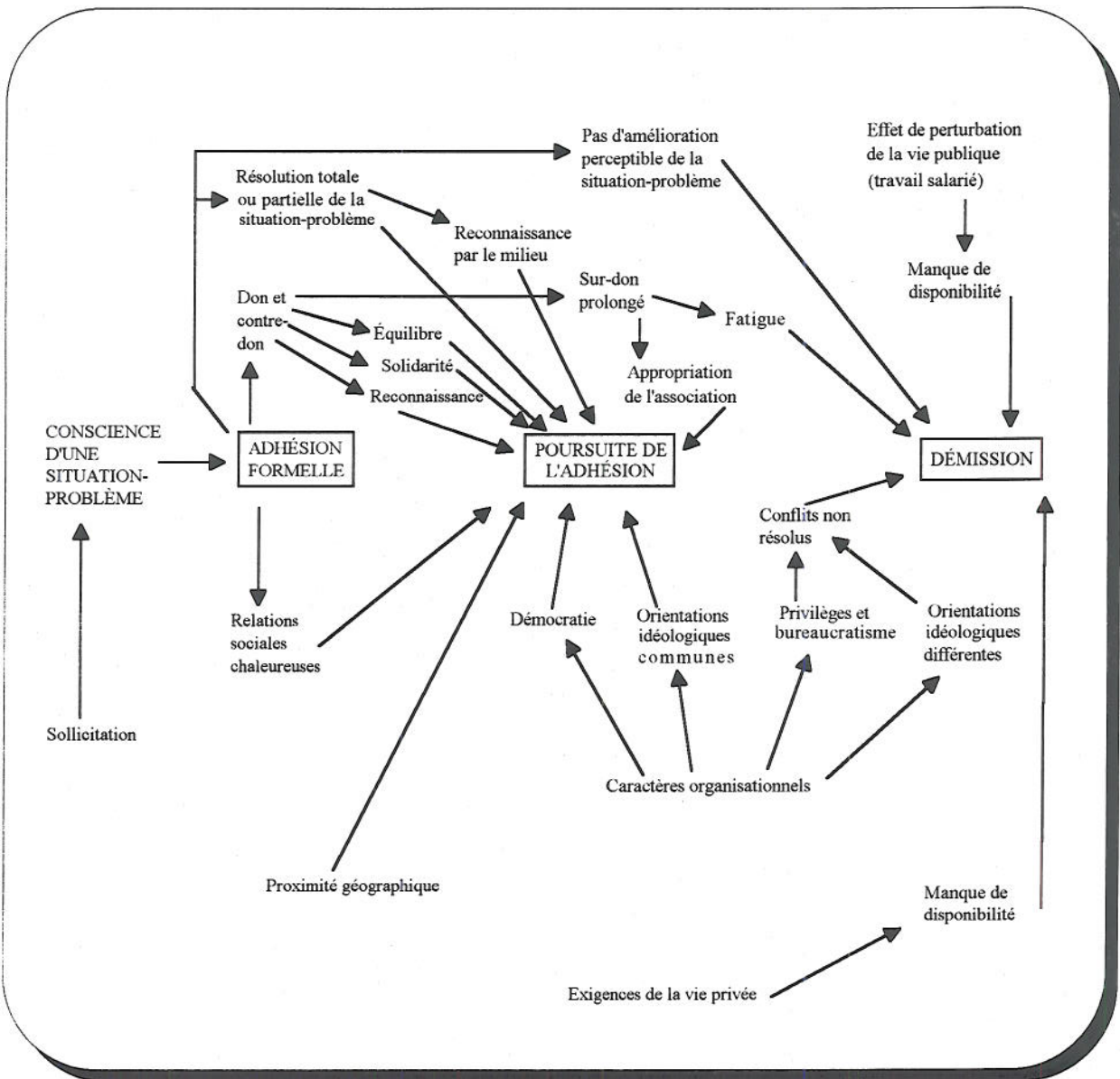
La fondation concerne la situation relative à la mise sur pied d'une association. D'après Meister (1974: 65), la fondation constitue une période de participation intense qui diminue au fil des ans, au profit d'une bureaucratisation partielle; cependant, une régénération de la vie associative serait toujours possible (Conforth et alii, 1988). Pour nous, l'adhésion regroupe les événements et les significations qui amènent les sujets à adhérer à une association, et qui soutiennent ou non leur intérêt. L'élection à un poste de responsabilité concerne le fait d'assumer les obligations relatives à un titre électif dans une association. Enfin, la réalisation des tâches touche l'ensemble des activités de production matérielle et symbolique accomplies par les membres dans les associations.

Étant donné l'espace dont nous disposons, nous nous attarderons dans ce cahier à l'adhésion des membres et à la prise de responsabilités qui traduisent l'essentiel de la dynamique qui se manifeste dans les différentes formes de participation. Chacune de ces formes comporte une spécificité. Ainsi, les responsables élus sont moins détachés de l'association que les simples membres (Knoke, 1981). De même, la fondation se distingue par le rôle idéologique et de sécurisation des leaders (Rémy et alii, 1978: 35 à 46). La réalisation des tâches met en évidence une des contradictions que pose la présence de personnes salariées: elles doivent assumer des tâches, sans pour autant accaparer toute l'information et rendre caduque la contribution des membres, comme le craint Godbout (1987: 21). Malgré ces particularités, l'examen de la dynamique de l'adhésion et de l'acceptation d'un poste électif permet de bien saisir empiriquement le phénomène de la participation aux associations communautaires.

L'adhésion des membres

La figure 1 illustre les différents processus qui permettent l'adhésion aux associations, d'après l'analyse des récits de vie associative. Ce schéma de l'adhésion aux associations exige quelques commentaires. De façon générale, les membres des associations débutent leur récit de vie associative en évoquant une situation-problème vécue ou pour laquelle ils sont interpellés, comme le suggère la théorie de la privation. Par exemple, dans la coopérative alimentaire, les familles nombreuses peuvent pallier à des difficultés budgétaires en réalisant une économie sur les achats d'aliments; dans le syndicat composé presque exclusivement de femmes, c'est la misogynie du patron et l'oppression qui suscitent l'engagement; dans le cas de l'organisme de solidarité internationale, des personnes scolarisées ont visité des pays du Sud et ont été sensibilisées par certaines situations. C'est la sollicitation répétée par une personne significative, convaincue de l'utilité du regroupement, qui favorise au départ l'adhésion formelle à l'association. Cette sollicitation fait appel aux facultés cognitives des acteurs: ceux-ci sont amenés à réfléchir et à effectuer des comparaisons; ils expérimentent la vie associative; parfois, ils adhèrent au terme d'une formation; la socialisation des jeunes à la vie associative peut avoir un effet dans la vie adulte, d'après des personnes interviewées et selon une recherche empirique (Hanks et Eckland, 1978).

Figure 1
Schéma général de l'adhésion aux associations communautaires



Ce que nous appelons l'équilibre du don et du contre-don est un processus dynamique qui permet aux acteurs de bénéficier d'un avantage quelconque en échange d'un don. Habituellement, le don dans la vie associative prend la forme d'une période de travail non rémunérée. Lorsque le travail bénévole est soutenu et se prolonge, il peut soit susciter l'appropriation de l'association, soit provoquer une fatigue qui risque de conduire à la démission.

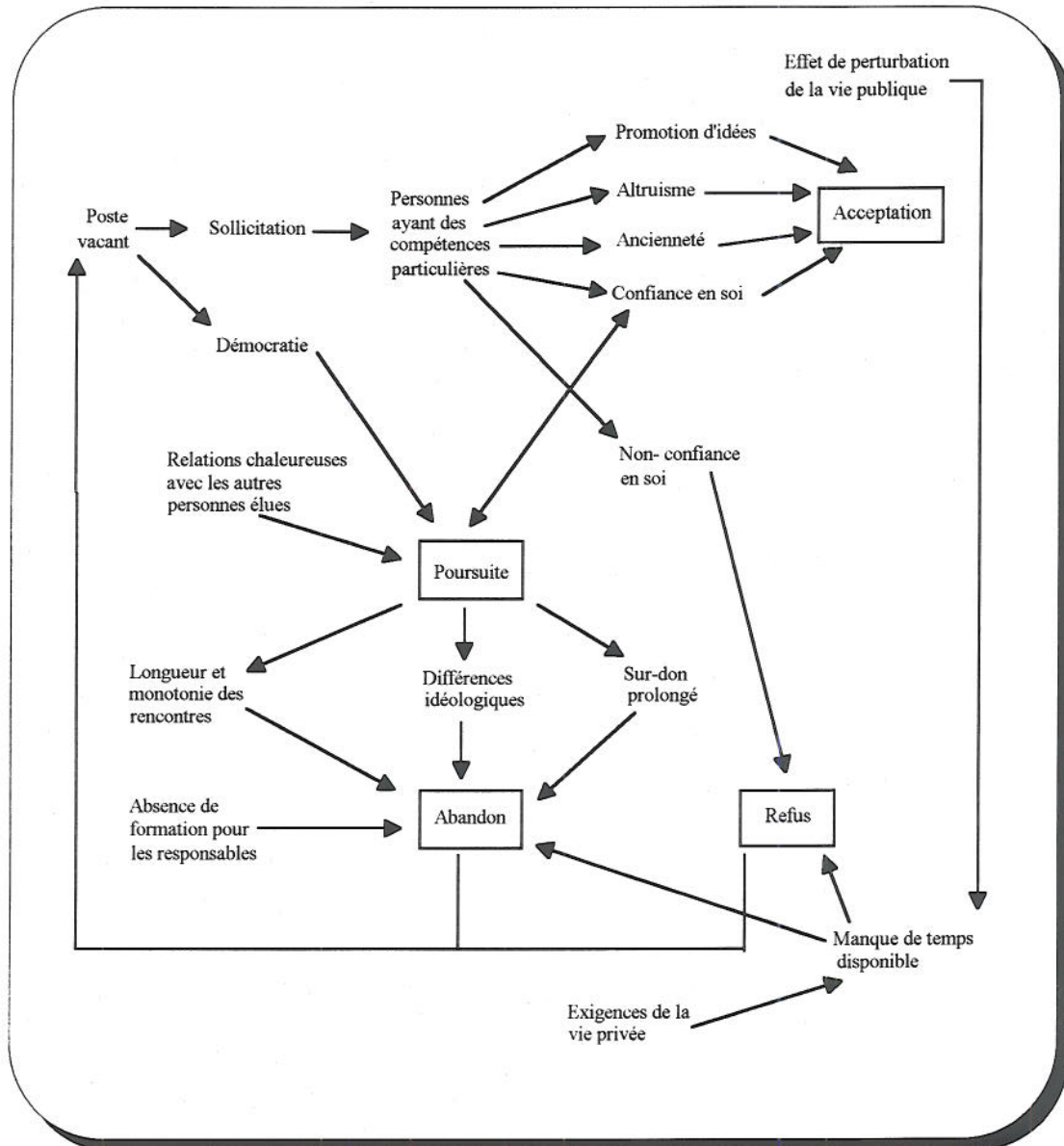
Pour que l'adhésion se poursuive, certains acteurs doivent éprouver une reconnaissance envers l'association pour la résolution totale ou partielle de la situation-problème. Dans les coopératives alimentaires, par exemple, la baisse des prix de l'alimentation doit être significative, le choix des produits satisfaisant et ce, en comparaison avec les commerces privés. Les syndiquées mesurent les gains obtenus après un rapport de force pour évaluer la pertinence du syndicat ou des aspects de son organisation. De même, des personnes sont sensibles à la reconnaissance publique de l'utilité et de l'efficacité de l'association.

Ce schéma de l'adhésion permet aussi d'inscrire la participation aux associations dans la vie quotidienne. Les contingences de la vie privée, en particulier les soins aux enfants, limitent le temps disponible et peuvent amener à délaisser l'association, phénomène également constaté par Cornfield et alii (1990); un déménagement risque aussi d'entraver la participation. Les changements dans la vie publique contraignent également le temps disponible: un nouvel horaire de travail risque de diminuer la disponibilité; un nouvel emploi peut même contribuer à résoudre la situation-problème, dans le cas de l'association des sans emploi par exemple.

L'acceptation d'un poste électif

On a vu dans le schéma de l'adhésion aux associations l'effet de l'organisation sur la participation. On retrouve ces processus dans la figure 2 qui expose les processus favorables et défavorables à l'acceptation et à la poursuite d'un poste de responsabilité. Ainsi, la démocratie représentative permet à des membres de diriger pendant un certain temps l'organisation lorsque des postes sont vacants, un truisme qu'oublient les administrateurs qui s'accrochent à un poste. Pour sa part, la démocratie directe dans l'association conditionne non seulement l'adhésion des membres, mais aussi la poursuite des fonctions reliées à un poste électif, car les membres ont alors nettement l'impression que l'association est à leur écoute et leur appartient. De même, la communauté d'idées, qui peut s'enrichir des différences dans la mesure la dissidence est acceptée et que les conflits peuvent être résolus, favorise la participation.

Figure 2
Schéma général de l'acceptation d'un poste électif



Pour les membres les moins scolarisés, le degré de confiance en soi est souvent déterminant pour l'acceptation d'un poste. Ce sentiment se définit comme étant l'aptitude chez les sujets de pouvoir s'affirmer dans les situations de la vie quotidienne. Les personnes de la classe populaire affirment dans les entrevues que la scolarité et le travail exercé contribuent à développer la confiance en soi; ces situations placent ces personnes en position socialement défavorable et elles peuvent développer une image négative d'elles-mêmes. L'ancienneté dans l'association peut

contribuer à diminuer ce sentiment. Ces personnes semblent aussi éprouver, plus que les autres, des difficultés à assister à de longues rencontres. De façon plus générale, un grand nombre de recherches ont démontré l'existence d'un lien entre le statut socio-économique et la participation aux associations (Hodge et Treiman, 1968; Hyman et Wright, 1971): les couches inférieures de la classe populaire connaîtraient des obstacles économiques et sociaux plus nombreux pour adhérer aux associations communautaires et assumer des responsabilités.

Six concepts explicatifs de la participation aux associations

Un effort de synthèse supplémentaire nous permet de regrouper autour de six concepts les processus à l'oeuvre dans les différentes formes de participation. La démocratie directe, la sociabilité, la cohésion idéologique, le sens collectif à la solidarité, l'information et la vie quotidienne influencent de différentes manières la participation des acteurs sociaux aux associations.

En premier lieu, **la démocratie** conceptualise un ensemble de processus favorables à la participation. Si l'autonomie individuelle se manifeste avec relativement peu de contraintes dans la vie privée, et si l'hétéronomie caractérise souvent les organisations publiques d'après les personnes interviewées, les associations qui regroupent des membres actifs fonctionnent en démocratie directe. Dans ce cadre, les désirs des membres sont à très court terme pris en compte par les responsables. Lorsque les associations acquièrent des traits bureaucratiques (éloignement des élus, privilèges et professionnalisme), les membres boude les activités et délaissent l'association.

En deuxième lieu, **la sociabilité**, définie comme l'aptitude à vivre intensément les relations sociales, encourage la participation. Pour Fortin (1991), la sociabilité est un élément essentiel des associations communautaires. D'après Johnson et Schulman (1989), les femmes se préoccupent davantage du climat social et affectif, alors que les dimensions relatives au

leadership intéressent les hommes. Concrètement, ce sont les manières de convenance (salutations, excuses et remerciements) qui produisent et reproduisent la sociabilité. La conversation permet aux membres de pratiquer la sollicitation qui est un appel aux non-membres pour adhérer formellement et une invitation aux membres à prendre une responsabilité.

En troisième lieu, **la cohésion idéologique** permet aux membres de déterminer dans quelle mesure l'analyse de la situation-problème, les objectifs et la stratégie de l'association sont conformes à leurs propres idées et représentations. Les sujets peuvent poursuivre leur participation même s'ils perçoivent des différences idéologiques, dans la mesure où leur dissidence est exprimée et prise en compte par les autres membres. D'après notre recherche, ce sont les personnes scolarisées qui accordent le plus d'importance à la dimension idéologique. Ceci est confirmé par une autre recherche portant sur la participation syndicale des cols blancs (Nicholson et alii, 1981).

En quatrième lieu, lorsque **le sens collectif à la solidarité** est développé, les membres reconnaissent la mutualité de leurs intérêts et se portent spontanément assistance. Un collectif ouvert et accueillant permet à l'association de dépasser le stade embryonnaire lors de la fondation. L'entraide et le partage des tâches indiquent aux personnes dans quelle mesure la solidarité est présente. À cet égard, une recherche sur la participation démontre que le sens de la communauté a un effet catalytique sur l'action locale (Chavis et Wandersman, 1990). Pour la personne militante, l'organisation permet entre autres de retrouver "la chaleur, la sécurité affective et intellectuelle, l'esprit communautaire" (Piotte, 1987: 85).

En cinquième lieu, **les processus cognitifs et l'information** interviennent à différents moments de la participation aux associations. Pour Meister (1974: 97-98), l'information encourage la participation car elle suscite des attitudes favorables au changement. Pour ce qui est des processus cognitifs, la réflexion et l'expérimentation conduisent à l'adhésion; la formation permet aux membres d'assumer leurs responsabilités et peut même précéder l'adhésion.

Enfin, en sixième lieu, **la vie quotidienne** influence la participation. La vie privée - la première composante de la quotidienneté - peut s'opposer à la vie associative lorsque les sujets changent leurs aspirations et mettent les activités de l'association au second plan; lorsque certaines activités sont simultanées; et lorsque des membres du ménage s'opposent à la participation des sujets. Il y a opposition entre la vie associative et la vie publique - la deuxième composante de la quotidienneté - quand le travail salarié limite le temps disponible ou qu'il résout, en quelque sorte, la situation-problème par une augmentation des ressources des sujets. La vie associative constituerait la troisième composante de la vie quotidienne. Elle serait, en accord avec notre perspective, une praxis collective organisée et totalisante, qui s'inscrit elle-même dans la totalité quotidienne et qui vise la résolution de situations oppressantes par l'instauration de communautés modernes.

Conclusion

Pour conclure, nous désirons faire les liens entre les concepts explicatifs induits par la recherche et les théories de la participation aux associations, dégager quelques implications des résultats pour l'intervention et ouvrir de nouvelles pistes de recherche.

La théorie de la privation insiste sur le mécontentement des individus pour expliquer leur participation et leur mobilisation dans les associations. Nous avons vu que les membres des groupes communautaires réagissent à une situation indésirable en adhérant à une association, et que la décision de demeurer en son sein dépend en partie de sa capacité de résoudre cette situation-problème. Ces constatations indiquent que l'existence d'une situation-problème n'est pas suffisante en soi pour susciter la participation; il faut une sollicitation de la part de personnes significatives et un appel aux facultés cognitives des individus; les responsables doivent aussi considérer la capacité d'une association d'atteindre ses objectifs.

Dans notre étude du phénomène de la participation aux associations, nous retrouvons plusieurs éléments de la théorie de la société de masse. Atomisés et aliénés dans des organisations publiques empreintes d'hétéronomie, les membres des associations cherchent à recréer des communautés modernes, c'est-à-dire des lieux à partir desquels ils peuvent avoir une emprise sur le devenir de leur société. Ceci indique, pour nous, toute l'importance que doit accorder l'intervention sociale à la démocratie directe (le contrôle quotidien des membres sur les décisions) et à la sociabilité (l'échange et le plaisir d'être ensemble), pour que les membres aient le sentiment de se retrouver dans une association véritable.

La théorie de la mobilisation des ressources nous rappelle que les individus poursuivent dans les associations des intérêts personnels, de nature économique et social. Cependant, cette approche sous-estime, à notre avis, l'information, la cohésion idéologique, les classes sociales et l'altruisme dont font preuve les personnes qui donnent à une association plus que ce qu'elles reçoivent. Pour nous, ceci met en évidence l'utilité de l'éducation populaire: celle-ci ne permet-elle pas aux membres de pratiquer de nouvelles formes de participation, en particulier la prise de responsabilités par la classe populaire, explorer différents aspects de la situation-problème et élaborer une vision de la situation idéale?

L'approche d'une sociologie critique de la vie quotidienne incite l'intervention à tenir compte des exigences de la vie privée et de la vie publique pour favoriser la participation aux associations. En considérant le phénomène de la participation comme une totalité, elle montre que la participation ne peut pas être suscitée par une recette ou quelques ingrédients. En effet, il nous semble, après l'analyse des récits de vie associative, que le sens collectif à la solidarité suppose un état d'esprit que se donnent les membres et ce, dans un ensemble complexe de circonstances que nous avons tenté de mieux connaître dans cette recherche.

Malgré les nombreux travaux de recherche consacrés à la participation aux associations, plusieurs pistes demeurent inexplorées. Comment se développe pratiquement la solidarité? Y aurait-il lieu de faire une ethnométhodologie de la solidarité, c'est-à-dire une "recherche empirique des méthodes que les individus utilisent pour donner sens et en même temps

accomplir leurs actions de tous les jours" (Coulon, 1987: 26), comme se solidariser avec d'autres? D'un point de vue phénoménologique, une recherche fondamentale aiderait-elle à mieux connaître comment les individus changent leurs perspectives, s'ouvrent au changement et deviennent disponibles à l'action collective?

Mais, ceci ne doit pas nous faire perdre de vue la structure sociale et l'évolution du contexte économique et politique dans lequel oeuvrent les associations. Ne faudrait-il pas mener des études de nature historique et longitudinales afin de comprendre l'influence des facteurs sociétaux sur la participation? Le fait que les associations communautaires s'ouvrent davantage au partenariat et à la concertation (Bélangier et Lévesque, 1992) signifie-t-il la nécessité de vérifier s'il existe de nouvelles modalités de participation aux associations?

Bibliographie

- ABOWITZ, Deborah A. (1990). "Sociopolitical Participation and the Significance of Social Context: A Model of Competing Interests and Obligations", *Social Science Quarterly*, vol. 71, no 3, 543-566.
- BÉLANGIER, Paul R. et Benoît LÉVESQUE (1992). "Le mouvement populaire et communautaire: de la radicalisation au partenariat (1963-1992)", dans Gérard DAIGLE, *Le Québec en jeu*, Montréal, PUM, 713-747.
- BOUDON, Raymond (1986). "Sur l'individualisme" dans Pierre BIRNBAUM et Jean LECA (dirs.), *Individualisme et holisme dans les sciences sociales*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 381 p.
- BRAUN, D. Duane (1976). "Alienation and Participation: A Replication Comparing Leaders and the 'Mass'", *Journal of Political and Military Sociology*, vol. 4, 245-259.
- CHAVIS, David M. et Abraham WANDERSMAN. "Sense of Community in the Urban Environment: A Catalyst for Participation and Community Development", *American Journal of Community Psychology*, vol. 18, no 1, 1990, 55-81.
- COMEAU, Yvan (1990). *Vie quotidienne et participation aux associations en milieu populaire*. Thèse de doctorat, Département de sociologie, Université de Montréal, 370 p. et annexes.
- COMEAU, Yvan (1987). "Résurgence de la vie quotidienne et de ses sociologies", *Sociologie et sociétés*, vol. XIX, no 2, 115-123.
- CONFORTH, Chris. Alan THOMAS, Jenny LEWIS et Roger SPEAR (1988). *Developing Successful Worker Co-operatives*. Londres. Sage. 245 p.
- CORNFIELD, Daniel B., Hilquias B. CALVALCANTI FILHO et Bang Jee CHUN (1990). "Household, Work, and Labor Activism", *Work and Occupations*, vol. 17, no 2, 131-151.
- COULON, Alain (1987). *L'ethnométhodologie*, PUF, Paris, Que sais-je?, 127 p.

- FORTIN, Andrée (1991). "La participation: des comités de citoyens au mouvement communautaire", dans Jacques T. GODBOUT (dir.), *La participation politique*, Québec, IQRC, 219-250.
- GAGNON, Gabriel et Marcel RIOUX. *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Québec, IQRC, 1988, 179 p.
- GLASER, Barney et Anselm L. STRAUSS (1970). *The discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine Publishing Company, 271 p.
- GODBOUT, Jacques T. (1987). *La démocratie des usagers*, Montréal, Boréal, 192 p.
- GURR, Ted Robert (1971). *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 421 p.
- HANKS, Michael et Bruce K. ECKLAND (1978). "Adult Voluntary Associations and Adolescent Socialization", *The Sociological Quarterly*, vol. 19, 481-490.
- HODGE, Robert W. et Donald J. TREIMAN (1968). "Social Participation and Social Status", *American Sociological Review*, vol. 33, no 5, 722-740.
- HYMAN, Herbert H. et Charles R. WRIGHT (1971). "Trends in Voluntary Association Memberships of American Adults: Replication Based on Secondary Analysis of National Sample Surveys", *American Sociological Review*, vol. 36, no 2, 191-206.
- JENKINS, J. Craig (1983). "Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements", *Annual Review of Sociology*, vol. 9, 527-553.
- JOHNSON, Richard A. et Gary I. SCHULMAN (1989). "Gender-Role Composition and Role Entrapment in Decision-Making Group", *Gender and Society*, vol. 3, no 3, 355-372.
- KNOKE, David (1981). "Commitment and Detachment in Voluntary Associations", *American Sociological Review*, vol. 46, 141-158.
- KORNHAUSER, William (1965). *The Politics of Mass Society*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 256 p.
- LABELLE, Yvan (1973). "Évolution des recherches sur la participation, des années vingt aux années soixante", *Sociologie et sociétés*, vol. VI, no 2, 67-85.
- LAPEYRONNE, Didier (1988). "Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?", *Revue française de sociologie*, vol. XXIX, no 4, 593-619.
- MEISTER, Albert. *La participation dans les associations*, Paris, Éditions ouvrières, 1974, 277 p.
- NICHOLSON, Nigel, Gill URSELL et Jackie LUBBOCK (1981). "Membership Participation in a White-Collar Union", *Industrial Relations*, vol. 20, no 2, 162-178.
- OLSON, Mancur (1971). *The Logic of Collective Action*, Cambridge, Harvard University Press, 186 p.
- PIOTTE, Jean-Marc (1987). *La communauté perdue*, Montréal, VLB Éditeur, 142 p.
- PIVEN, Frances Fox et Richard A. CLOWARD (1977). *Poor People Movements. Why They Succeed, How They Fail*, New York, Panteon Books, 383 p.
- RÉMY, Jean, Liliane VOYÉ et Émile SERVAIS (1978). *Produire ou reproduire? Conflits et transaction sociale*, Bruxelles, Éditions Vie ouvrière, 383 p.
- SKOCPOL, Theda (1985). *États et révolutions sociales*, Paris, Fayard, 489 p.
- ZALD, Mayer N. et Roberta ASH (1966). "Social Movement Organizations: Growth, Decay and Change", *Social Forces*, vol. 44, no 3, 327-341.